

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 46 – VENDREDI 9 OCTOBRE 2009

LE MERLE MOQUEUR

La paix n'est jamais prématurée. ●

AGENDA MILITANT

- **9 octobre** Colloque égalité hommes/femmes. Droit des Femmes. Paris
- **10 octobre** Manifestation nationale pour la régularisation de tous les sans-papiers, départ au 14 rue Baudelique 75018.
 - **Du 8 au 11 octobre** Blois Le corps dans tous ses états.
- **10 et 11 octobre** Rencontre FASE à Argut, en Haute-Garonne.
- **15 octobre** Hommage à Jean Brugié, à 19 h., 21, rue Voltaire, 75011
 - **15 octobre** Débat Démocratie participative et transformation sociale, Librairie la Renaissance, Toulouse.
 - **16 octobre** Réunion des organisations politiques de la gauche de gauche, Paris
 - **17 octobre** Réunion du collectif national d'animation des communistes unitaires, Paris
- **17 octobre** Marche des Femmes, 14h30 Place de la Bastille
- **17 et 18 octobre** Réunion du collectif national d'animation de la FASE

À LIRE SUR communistesunitaires.net

- **Investir tout le champ politique – comment ?**
- **Débats- Fête de l'Huma – Suite**
- **Partage de lectures**
- **Carte blanche à 1989 – 1**

Votation citoyenne, une démocratie vivante et attractive

Ce n'est pas nécessairement le début d'un redressement de toute la gauche – sociale et politique – mais ne doutons pas que le 3 octobre il s'est passé quelque chose de prometteur. La première leçon à retenir de cette votation citoyenne est celle de l'efficacité de l'unité. Parce que plus de 60 organisations – sociales, politiques, syndicales – se sont rassemblées pour faire reculer le gouvernement sur son projet, la consultation proposée a atteint le seuil de crédibilité qui conditionne l'engagement militant et la participation des citoyens. En moins de cinq jours, sur les marchés et dans les entreprises, dans des bureaux de vote et dans des mairies, plus de 2 millions de citoyens âgés de 16 à 116 ans, de nationalité française ou non, ont glissé un bulletin dans l'urne pour dire leur avis sur l'avenir de La Poste. Il est évident que la participation de très nombreux élus, de collectivités locales a contribué matériellement et politiquement à ce succès.

On retiendra aussi que la défense d'un service public est réellement prise en charge par les populations et non pas déléguée aux agents de ce service. Ce n'est plus si fréquent. Mais c'est certainement la condition incontournable pour créer les rapports de force nécessaires.

Les résultats du vote sont également éclairants. Plus de 90 % des votants ont dit « non » au projet gouvernemental. Il ne fait plus de doute dans l'esprit de nos concitoyens que l'ouverture du capital annonce une privatisation et la remise en cause du service public. Cette opinion était également vérifiée par un sondage cette semaine. C'est un pas politique et idéologique considérable. La page de la gestion « gauche plurielle » se tourne. Le parti socialiste devra en tenir compte et en tirer des conséquences de rupture avec la forme molle de social-libéralisme qui – faute d'autre pensée – continue de dominer son discours « réaliste ».

On relèvera aussi que cette semaine s'est inventée une nouvelle forme de mobilisation. Pour la première fois, une votation citoyenne organisée par le « bas » permet de faire entendre la voix de tous, ceux des villes et ceux des campagnes. Elle renoue avec une démocratie vivante, attractive. Elle allie démocratie et lutte.

On peut espérer lui trouver des prolongements dans l'application du nouveau principe de référendum d'initiative citoyenne... dès que les lois d'application de la réforme constitutionnelle seront proposées. C'est en effet le seul point de la réforme de la Constitution qui n'a pas encore de traduction législative.

Dans les prochains jours, de nouvelles initiatives seront proposées par la coordination nationale de défense de La Poste. Espérons qu'elle saura trouver une nouvelle fois la martingale de la réussite : la participation du plus grand nombre sur des bases claires. ● **EMILIE RAPEL**

CLÉMENTINE AUTAIN

« Mon livre est un plaidoyer pour la gauche »

Nous devons mettre des idées et des propositions sur la table: c'est la conviction de Clémentine Autain qui contribue, avec son dernier livre *Transformer, à gauche* (1), à la redéfinition du projet, de la stratégie et des lignes de clivage de l'autre gauche.

Avant de parler de ton livre, donne-nous de tes nouvelles. Tu n'as plus de mandat électif. Est-ce un choix ?

Clémentine Autain :

Après avoir été pendant près de sept ans adjointe au Maire de Paris et élue apparentée au groupe communiste, j'ai choisi de ne pas me représenter à Paris aux élections municipales de 2008. En effet, j'ai fait le choix d'habiter à Montreuil, une ville populaire et vivante, et de m'investir dans la vie politique en banlieue parisienne. Les enjeux sur ces territoires sont décisifs pour l'avenir de la métropole. J'étais disponible pour être présente sur la liste avec les communistes aux municipales à Montreuil mais Jean-Pierre Brard, maire sortant et candidat à sa réélection, a mis son veto. Je n'ai pas insisté. Je constate que, contre toute attente, Dominique Voynet a remporté l'élection. Depuis, mon engagement n'a en rien perdu de sa vigueur, bien au contraire. Il prend juste aujourd'hui d'autres formes. Avoir un mandat n'est pas une fin en soi quand on fait de la politique. Le combat continue...

Du coup tu as le temps d'écrire...

CA. : En effet, je me suis souvent dit que si j'étais restée membre de l'exécutif à Paris, je n'aurais pas pris ce temps de la réflexion et de l'écriture. Il m'a fallu du temps pour lire, pour élaborer la structuration de l'ouvrage, pour mettre en mots

les grandes lignes de mes analyses et convictions d'aujourd'hui. Ecrire un livre suppose de clarifier sa pensée, ce qui n'est pas aussi simple que ça ! Mais dans le contexte de refondation et de recomposition, il est essentiel de contribuer à la redéfinition du projet, de la stratégie et des lignes de clivages. Nous devons mettre des idées et des propositions sur la table. J'avais envie d'apporter ma pierre à ce travail qui doit être par ailleurs collectif.

C'est quoi ton métier aujourd'hui ?

CA. : J'ai été élue très jeune, à 27 ans, et je n'avais pas de métier... Je finissais tout juste mon DEA d'histoire et j'avais exercé un seul « métier » : chargée de mission au Groupe d'études et de lutte contre les discriminations (l'ancêtre de la HALDE). Depuis que j'ai cessé de gagner ma vie avec mon mandat d'élue, j'ai surtout développé mes compétences d'écriture, comme journaliste à Regards ou pour des travaux de communication. Depuis un an et demi, je suis également chroniqueuse pour les Matins de France-Culture, tous les mardis. Un vrai bonheur, un moment de liberté qui me tient à cœur parce que j'aime cette chaîne et l'équipe des Matins. Cette année, je participe également trois jours par semaine à la nouvelle émission animée par Pierre Sled sur LCP, comme éditorialiste dans un débat à plusieurs voix sur l'actualité. Ai-je un métier ? Sans doute pas vraiment. Mais mes journées sont très rem-

plies ! Mon frigo aussi. Je prends cela comme une chance car je peux, avec liberté et autonomie, poursuivre mon parcours de femme engagée.

Est-ce que tu continues à faire de la politique ou est-ce que tu réfléchis sur la politique ?

CA. : Les responsables politiques devraient sans doute toujours faire les deux ! Surtout à gauche dans la période dans laquelle nous nous trouvons, de décomposition – ou recomposition, chacun appréciera. Nous avons particulièrement besoin de carburant sur le fond, de comprendre le monde qui nous entoure, de mieux percevoir les attentes. Cela passe évidemment par l'expérimentation sociale et politique mais aussi par la réflexion intellectuelle. L'abstraction pure n'est pas une solution mais nous ne pouvons faire l'impasse sur l'élaboration théorique. Au fond, comme le proposait Marx, la politique naît bien d'une conjonction entre l'idée et l'action, la théorie et la pratique. Aujourd'hui, l'apport de Gramsci devrait être particulièrement médité car, pour celles et ceux qui croient à l'idéal d'émancipation humaine, la (re) conquête de l'hégémonie culturelle est vraiment devant nous...

On se souvient de toi il y a un an hésitante... Tu semblais très attirée par le NPA. Finalement tu n'as pas adhéré. Déçue de ce que tu as vu ?

CA. : A l'époque, après la dé- ●●●

●●● route de 2007 où la division l'avait emporté, la LCR fut la seule organisation à faire une proposition politique. La figure charismatique d'Olivier Besancenot permettait de drainer de nouveaux publics, notamment des jeunes, ce qui a attiré mon attention car je pense depuis longtemps que le renouvellement et la mixité générationnelle dans nos espaces militants est un enjeu crucial pour que nous soyons dynamiques et novateurs (cela n'y suffit évidemment pas mais peut être un élément qui y contribue de façon décisive). Bref, au départ, j'ai été séduite par la création du NPA. Contrairement à beaucoup de gens autour de moi, je pensais qu'il fallait regarder cette mutation de façon positive et constructive. J'espérais un dépassement substantiel de la LCR et une ouverture assumée à d'autres courants politiques. J'ai tendu la main, dans cet état d'esprit. On ne peut pas dire que l'accueil fut très chaleureux, ce qui était sans doute un signe de la façon dont allait se construire le NPA... J'ai été déçue que l'ambition de transformation de la LCR en NPA ne soit finalement pas plus audacieuse, avec une vraie volonté de coconstruire la nouvelle organisation avec d'autres courants politiques existants de la gauche radicale. Cela dit, tant mieux si le NPA a suscité de nouveaux engagements et que son leader continue d'être si médiatique pour porter nombre de nos révoltes et partis pris. A la condition tout de même que, après le rendez-vous raté des européennes, cette organisation cesse de faire bande à part et se décide à travailler avec d'autres. Du coup, je trouve extrêmement positif que le NPA ait initié une série de réunions avec le PCF, le PG, la FASE et d'autres en vue des régionales. On avance...

Ton livre commence par la recension des livres que tu as écrits ou auquel tu as collaboré. Ça commence à faire. Quelle est la place de celui-ci ?

C.A. : C'est le premier qui appréhende « le tout », c'est-à-dire le projet politique dans son ensemble. Jusqu'ici, j'ai écrit sur le féminisme, les jeunes, les banlieues... Mais là, c'est un essai global, qui embrasse les questions stratégiques et de fond en général. Cela implique de

définir des hiérarchies, de faire des choix, d'articuler des thématiques extrêmement diverses. Je dois dire qu'au démarrage, il y a quelque chose d'un peu vertigineux à entreprendre un tel travail... Le résultat est le fruit de douze années d'engagement, de beaucoup de discussions avec celles et ceux qui me sont proches – et que je remercie ici !

Quelle est la logique du livre, son plan ?

C.A. : C'est un essai volontairement court et largement accessible dans la forme – en tout cas je l'espère. Ce n'est pas un programme mais une contribution porteuse de grandes lignes en termes de contenu et de stratégie. Ce livre est une démonstration, un plaidoyer pour l'autre gauche. Il part d'un constat, celui de l'atonie de la conflictualité politique. Dans le premier chapitre, « politiser », je relève les éléments de la perte de repères idéologiques, en pointant la responsabilité du parti longtemps dominant à gauche, le PS, qui peine à faire

valoir une opposition digne de ce nom à la droite au pouvoir et qui est empêtré dans une profonde dérive social-démocrate. Dans le second chapitre, « rompre » je défends le parti pris de la rupture avec l'ordre existant. Il s'agit de dire ce avec quoi il faut rompre – logique capitaliste et productiviste notamment – et comment – par une articulation nouvelle entre réformes et révolution, entre radicalité et quête de majorités. Ensuite, dans « innover », j'appelle à un effort de novation. En effet, je suis persuadée que si la gauche radicale ne convainc pas autant qu'elle le devrait, c'est qu'elle ne parle pas suffisamment du monde contemporain. Sans être évidemment moi-même à niveau de cette exigence, il s'agit de pointer la nécessité de moderniser nos façons de penser et de parler. Car pour y parvenir, encore faut-il en avoir l'objectif... Enfin, le dernier chapitre, « fédérer », est la défense de l'unité de l'autre gauche, seul axe stratégique à même d'ouvrir une perspective sérieuse de transformation sociale et écologique.

EXTRAIT DE «TRANSFORMER, À GAUCHE»



« Qu'avons-nous donc à construire ? Une force politique résolument ancrée à gauche, suffisamment cohérente pour fixer un cap et suffisamment diverse pour rassembler. Les militants déboussolés ou les salariés en grève contre les licenciements, qui se battent sur le terrain mais que désespère l'absence de grand mouvement politique collectif, ne manquent pas. Combien d'acteurs syndicaux ou associatifs se mobilisent pour les droits et les avancées sociaux mais se désolent de ne pas trouver de correspondance politique à la hauteur ? Combien encore de féministes, d'altermondialistes ou d'anticonsuméristes combattent pied à pied mais enragent de ne pouvoir adosser leur action sur une dynamique politique consé-

quente ? À un moment où tout bouge, les potentialités critiques sont incommensurables. Et, politiquement, nous restons l'arme au pied. C'est folie que de s'en tenir là. Que ce mouvement préserve sa diversité, qu'il cesse de rêver à l'enfer du monolithisme et aux impasses des avant-gardes éclairées, est une chose. Que chacun pense d'abord à cultiver son propre jardin en est une autre. Ou nous nous mettons tous ensemble (et nous avons su le faire en 2005 contre le traité constitutionnel européen) ou nous nous résignons à être des supplétifs, roues de secours ou aiguillon de majorités dominées par la gauche molle. Je fais le pari que, tôt ou tard, et le plus vite sera le mieux, nous saurons cultiver ensemble le jardin de la transformation sociale et écologique. »

Clémentine Autain, *Transformer, à gauche*, éd. Le Seuil, 2009



Assises pour le changement

Politis organise les 7 et 8 novembre une série de débats qui « *s'inscrivent dans le cadre général de la recomposition de la gauche* ». Explicitement située en dehors du cadre de l'appel de *Politis* lancé en 2008, afin de favoriser la participation de courants qui ne s'étaient pas engagés alors, cette initiative vise la plus grande diversité possible de militants de « l'autre gauche », intégrant la gauche écologiste et les acteurs du mouvement social. Quatre tables rondes sont prévues : « *Changer l'économie* », le samedi de 10 heures à 12 h 30 ; « *Changer les comportements, une question politique* », de 14 heures à 16 heures ; « *Changer les rapports Nord-Sud* », le dimanche de 10 heures à 12 h 30 ; « *Quel rassemblement à gauche (Front de gauche ou autre...)* », de 14 heures à 16 heures. Les Assises ont lieu à la Bourse du travail de Saint-Denis (93), ligne 13, arrêt Saint-Denis porte de Paris.

Régionales : la position de François Asensi (1)

Dans un entretien diffusé le 5 octobre, François Asensi se prononce pour un rassemblement de la gauche de transformation sociale et écologique autonome du Parti socialiste, dont l'objectif serait « *de soustraire le peuple de gauche à l'hégémonie des politiques d'accompagnement du capitalisme* ». Il souligne que la vocation majoritaire du front « *ne peut pas se réduire à un accord de sommet entre trois formations à l'influence réduite. Si un tel choix se dessinait, nous assisterions à terme à la marginalisation de notre projet et décevriions une nouvelle fois les attentes des citoyens de gauche. La vocation majoritaire de ce rassemblement doit essentiellement se construire autour d'un projet politique, un projet qui dépasse les frontières partidaires* ». Et de citer la recherche de convergence des citoyens, des formations politiques et du mouvement social. Enfin, le député de Seine-Saint-Denis souligne les atouts d'une candidature de

Patrick Braouezec pour un large rassemblement de la gauche de transformation en Ile-de-France.

Régionales : pour une coalition unitaire (2)

Convergences et alternatives, le courant unitaire du NPA a notamment déclaré le 4 octobre : « *Un front politique unitaire, une dynamique militante et populaire, fondée sur des contenus politiques clairs élaborés ensemble, est possible à partir de la réunion des forces de la gauche de gauche le 28 septembre dernier. [...] La situation implique la convergence autour de listes communes dès le premier tour, plutôt que l'éparpillement. Celles-ci doivent permettre de faire élire un maximum de représentant-e-s défendant l'orientation d'une gauche alternative au sein des conseils régionaux. Au second tour, les listes unitaires devront ne laisser aucune chance à la droite de reprendre des régions. Pour cela, du fait des contraintes imposées par la loi électorale, il faut des fusions "démocratiques" avec les autres listes de la gauche ou de l'écologie, à l'exception de tout accord incluant le Modem. Ces "fusions démocratiques" supposent que chaque composante garde sa liberté de vote au sein du conseil régional, essentielle pour ceux qui veulent dégager une alternative aux gestions social-libérales ou aux alliances avec le Modem. Le NPA devrait proposer de ne pas participer à des exécutifs dont la politique serait dominée par une orientation social-libérale. Mais il ne doit pas faire d'un désaccord avec ceux de ses partenaires possibles, qui laissent ouverte la question de la participation à des exécutifs dans certaines conditions, un point de rupture qui empêcherait la construction d'une coalition unitaire au premier tour. (...)*»

Charters vers Kaboul

De nombreuses associations et organisations ont réagi à l'annonce par le ministre de l'Immigration Eric Besson de « vols groupés » vers Ka-

boul, pour « reconduire des Afghans interpellés dans le Calaisis ». Djamilia Sonzogni, porte-parole des Verts, a jugé « *incroyable d'envoyer des Afghans dans un pays en guerre et oser dire que ce n'est pas dangereux* » dénonçant une « *escalade jamais franchie avec aucun ministre* ». Le PCF a souligné : « *Depuis la Seconde Guerre mondiale, il était admis que toute personne d'un pays en guerre avait le droit de se réfugier hors territoire en conflit. Cela s'appelle le droit d'asile.* » Le NPA exige « *des gouvernements français et anglais qu'ils renoncent à leur projet d'expulsion collective. Il faut imposer par la mobilisation, qui doit se poursuivre, le respect du droit d'asile et que les réfugiés soient traités correctement, c'est-à-dire qu'ils trouvent aide et protection en Europe, au lieu d'être traqués comme ils le sont aujourd'hui* ».

La burqa selon qui vous savez (suite)

André Gérin a demandé dans une missive du 5 octobre qu'un « *débat s'ouvre avec les communistes* » à propos du voile intégral. Il dénonce le « *silence de plomb* » des dirigeants du PCF sur le sujet et souhaite « *être respecté dans* » ses convictions. Vivement ce débat, en effet, qui permettra de démasquer l'instrumentalisation et les dérapages sécuritaires du député du Rhône !

Cerises est édité
par les Communistes unitaires
contact.cerises@gmail.com

Noyau : Gilles Alfonsi
Queues de Cerises : Michèle Kiintz,
Philippe Stierlin, Roger Martelli,
Catherine Tricot, Arnaud Viviant,
Julien Alapetite